

CANCÉROLOGIE : «LA MÉDECINE N'EST PLUS AU SERVICE DU PATIENT, MAIS D'UN SYSTÈME MARCHAND»

Sommes-nous à l'aune d'une crise de remboursement des traitements anti-cancer qui peuvent se chiffrer en dizaines de milliers d'euros ? C'est ce que semble indiquer une récente étude publiée par le journal médicale The Lancet. De quoi remettre en cause la pratique de la médecine actuelle ?



Il faudrait donc calmer rapidement les ardeurs des médecins, des Conseils généraux et autres associations qui financent des dépistages mammographiques au nom d'une conception française un brin singulière. Crédit Reuters

Suite à un article du [Lancet Oncology Medical Journal](#), relayé par [l'agence Reuters](#) à l'occasion d'un congrès de cancérologie européen à Stockholm, certains « experts » découvraient que la spirale infernale dans laquelle s'étaient jeté les cancérologues - stimulés par les laboratoires et les patients savamment manipulés - devrait bien s'arrêter un jour. Quelles seraient alors les victimes ? Les malades privés de nouvelles drogues soi-disant miracles ou bien les laboratoires dont les bénéfices faramineux pourraient bien finir par se tarir, si la raison parfois revenait aux hommes ?

Le mythe de la prévention et du dépistage

Certes le nombre de cancers semble augmenter. Certes des examens complémentaires dépistent des précancers qui conduisent à transformer de nombreux bien portants en patients subissant biopsies, examens sophistiqués et traitements. Mais cette agi-

tation demeure souvent inutile et toxique d'un point de vue tant financier que psychologique et social.

Il faudrait donc calmer rapidement les ardeurs des médecins, des Conseils généraux et autres associations qui financent des dépistages mammographiques au nom d'une conception française un brin singulière. Calmer également l'obsession de doser les PSA à tout homme de plus de 50 ans qui ne demande rien et se retrouve castré impuissant et cassé au nom de la prévention d'un cancer de la prostate qu'il n'aurait peut-être jamais eu et dont la probabilité qu'il le tue resterait très faible.

Il ne s'agit là que deux exemples qui pourraient être déclinés dans d'autres pathologies, mais **le mythe de la prévention et du dépistage si bien ancré dans nos sociétés sera difficile à relativiser** (comme celui de la vaccination toute puissante pour des raisons identiques : l'exemple de la vaccination contre le cancer du col de l'utérus couteuse, dangereuse et inefficace est en ce sens instructif).

Des médecins de moins en moins libres de choisir la façon d'exercer leur métier

En ce qui concerne les vrais cancers, la question posée reste celle des critères de choix des médicaments par le cancérologue au XXI^e siècle ? À quelle pression est-il soumis pour choisir le traitement du patient ?

Il y a une vingtaine d'années de cela, le bon médecin choisissait en son âme et conscience, selon le serment d'Hippocrate, le meilleur traitement pour son patient, au regard des données actuelles de la science. Il engageait ainsi sa responsabilité personnelle après un colloque singulier avec son malade.

CANCÉROLOGIE : «LA MÉDECINE N'EST PLUS AU SERVICE DU PATIENT, MAIS D'UN SYSTÈME MARCHAND»

Depuis les années 1990 - et singulièrement de façon de plus en plus autoritaire depuis le plan cancer de 2004 - la liberté de soigner du cancérologue a disparu en France et dans certains pays occidentaux. Au prétexte fallacieux de la qualité des soins, tous les dossiers de patients sont « discutés » en réunion multidisciplinaire où de fait l'essai thérapeutique en cours testant les drogues nouvelles est imposé par la « communauté ». Le praticien qui souhaite déroger à ce système doit s'expliquer et encourt tous les ennuis possibles, en particulier de voir le service auquel il participe perdre son autorisation de pratiquer la cancérologie.

En effet, le bras armé de la haute administration qui impose le choix des protocoles de soins est l'agence régionale de santé qui audite les services. La qualité requise pour être « accrédité » et donc autoriser à soigner des malades atteints de cancer est de soumettre tous les patients à ces réunions de concertation qui ne sont de fait que des chambres d'enregistrement de tous les patients. Le but : être bien certain qu'aucun n'échappe au système savamment mis au point des essais thérapeutiques.

Pourquoi ? Le mécanisme est bien huilé et tous les essais thérapeutiques en cours utilisent les drogues supposées miracles présentées à la télévision lors des grands congrès internationaux. L'année suivante, ce sera une autre molécule qui fera la révolution. Les hommes ont la mémoire courte et tomberont dans le piège une nouvelle fois...

Les «big pharma» en question

Mais le plus étonnant et la clef du problème restent que les « big pharma » de l'industrie pharmaceutique savent transformer l'espoir en or. Peur du cancer, peur de la mort, médias et diffusion d'espoir conduisent patients putatifs et malades réels à faire pression sur les politiques pour donner en un temps invraisemblablement court l'autorisation de mise sur le marché (AMM) sans respecter les règles de sécurité minimales et à des prix exorbitants. L'OMS explique sans rire que le

prix du médicament est déterminé par le prix le plus élevé que l'assurance maladie ou les pouvoirs publics peuvent supporter.

Le problème du coût du cancer n'est pas lié à la spécificité de la pathologie mais aux procédures d'exception qui sont utilisées sous prétexte d'urgence. Un seul exemple qu'on peut multiplier à foison : pour le lymphome, l'étude Marcus recommande une association rituximab plus CPV qui coute 24 080 dollars alors que les autres alternatives thérapeutiques d'efficacité équivalente reviennent à moins de mille dollars (avec moins de risques inconnus à moyen ou long terme). On peut décliner cette démonstration à X reprises, y compris dans des pathologies non cancéreuses : celles-ci suivent en effet le même chemin depuis que les « big pharma » ont découvert des indications miracles, là aussi vite acceptées sans tenir compte de la balance bénéfices/risques souvent très discutable dans des maladies sans risque vital.

Quand les laboratoires utilisent la détresse humaine pour faire de l'argent

Il n'y a donc pas de problème spécifique du cancer lié à une augmentation exponentielle de leur nombre. Il y a une utilisation marchande de la détresse humaine par les laboratoires. **Le problème : une chaîne de complicité qui conduit les pouvoirs publics à autoriser la mise sur le marché de produits soi-disant innovants, sans leur imposer le circuit de sécurité mis au point depuis des décennies.** Autre souci : ces pouvoirs publics leur accordent des prix de vente qui ne correspondent à aucune réalité de recherche ou de fabrication, mais bien au maximum de bénéfices que tous pourront en tirer tant que la vache à lait voudra bien payer.

Il faut réintégrer les nouvelles molécules dans le circuit normal aseptisé et assaini tant pour l'Autorisation de mise sur le marché (AMM) que pour la fixation des prix et le système retrouvera son équilibre. Tout le monde le sait, particulièrement chez les cancérologues. **Ne faisons pas semblant**

CANCÉROLOGIE : «LA MÉDECINE N'EST PLUS AU SERVICE DU PATIENT, MAIS D'UN SYSTÈME MARCHAND»

de pleurer sur le sort de ces pauvres malades qui ne pourraient pas être soignés et faisons respecter les règles usuelles de mise sur le marché des médicaments. Interdisons sur les antennes la publicité directe (suite aux congrès) et indirecte (par le biais des campagnes de santé publiques) pour faire cesser la manipulation des masses dignes des régimes les plus totalitaires.

Enfin, souvenons nous que nous sommes théoriquement dans un système libéral : **la soviétisation de la médecine via les normes imposées, les accréditations et autres phénomènes bureaucratiques conduisent à une négation de l'art médical qui n'est plus au service du patient mais d'un système marchand.**